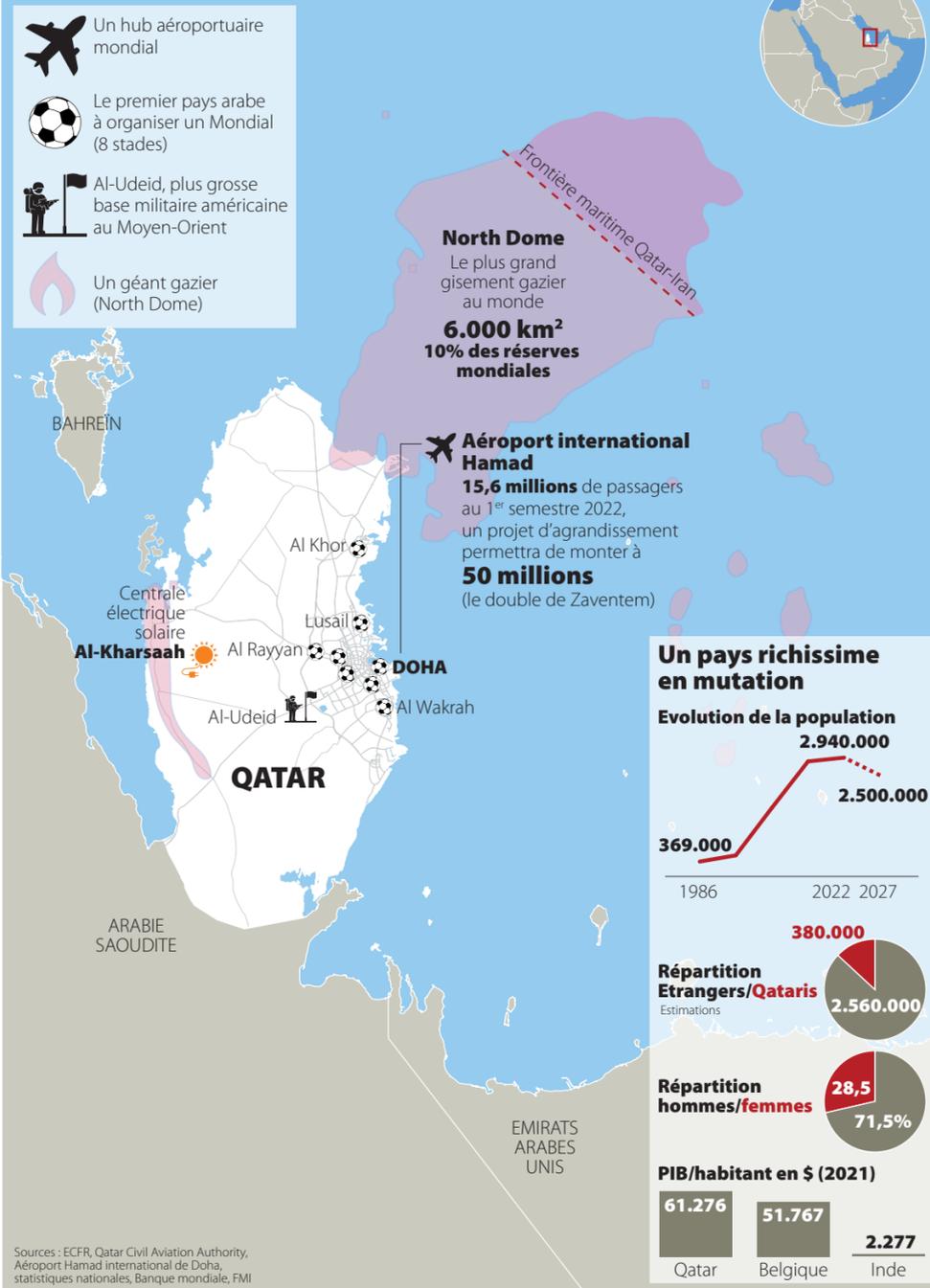




Pour les expats comme pour les travailleurs migrants, mieux vaut rester discret et ne pas se faire remarquer. © SERGI REBOREDO.

Petit pays, grandes ambitions



médias

L'angle mort d'Al Jazeera

P. HN

C'est une ville dans la ville. Al Jazeera occupe un quartier entier à Doha, la capitale du Qatar. Créé en 1996 sous l'impulsion de Hamad ben Khalifa al-Thani (père de l'actuel émir), le mastodonte médiatique a révolutionné l'information dans le monde arabe, amenant une liberté d'expression rare dans la région. Un média « purement arabe, fait par les Arabes pour les Arabes », pointe le spécialiste du Moyen-Orient Jonathan Piron, à une époque où l'information panarabe se résumait à un désert.

La chaîne anglophone est reconnue pour la qualité de ses reportages et de ses enquêtes. L'arabophone, qui a perdu de sa superbe, a fait sa réputation grâce à son ouverture aux opinions contraires : elle allait jusqu'à inviter des Israéliens sur sa chaîne. Elle a aussi suscité les critiques, en frôlant les limites avec la diffusion de messages d'Al-Qaïda.

Mais aujourd'hui, alors que le Mondial va s'ouvrir au Qatar, l'angle mort d'Al Jazeera saute aux yeux. « Alors que celle-ci n'a guère de difficulté à être la salle de rédaction du monde arabe, le traitement de l'actualité au Qatar semble être plus timoré », souligne Jonathan Piron dans son ouvrage *Qatar, le pays des possédants*. « La question de l'indépendance d'Al Jazeera par rapport au pouvoir de l'émir est régulièrement posée. Traitant peu de l'actualité de son pays d'origine, au regard de la couverture des autres pays, la chaîne est accusée de partialité, voire de soumission aux ordres de son pouvoir subsidiaire. »

Face à la multiplication des critiques contre le Qatar, la production arabophone d'Al Jazeera est hagiographique ou relaie la position défensive de l'émirat. Dans la foulée des reproches de villes françaises qui boycotteront le Mondial, Al Jazeera a notamment développé un sujet accablant le sombre passé colonial de la France. Sur Al Jazeera en anglais, les droits des travailleurs migrants ont été traités, insistant sur l'évolution qui a eu cours dans le pays.

Sans l'autorisation du Bureau de la communication du gouvernement, pas question de sortir une caméra dans la rue

« On ne peut pas faire de reportage ici », explique un journaliste de la chaîne arabophone sous couvert d'anonymat. Lui et ses collègues sont en fait soumis aux mêmes restrictions que les journalistes étrangers quand ils doivent filmer dans les rues de Doha. Sans l'autorisation du Bureau de la communication du gouvernement, pas question de sortir une caméra dans la rue. Que l'on soit un fleuron du *soft power* qatari ou non.

« Il est impossible de critiquer la famille Al-Thani »

ENTRETIEN

P. HN

Khalid Ibrahim dirige le Centre du Golfe pour les droits humains. Son organisation prend la défense de prisonniers politiques et d'opposants dans les pays du Golfe. Il dresse un bilan noir pour la liberté d'expression au Qatar.

Comment les autorités qataries ont-elles géré l'attention constante au cours des derniers mois ? Ont-elles été plus ouvertes à la critique et plus transparentes ? Ou ont-elles resserré la vis ?

La mentalité du pouvoir n'a pas changé du tout, et il s'agit sans aucun doute toujours d'une mentalité hostile aux droits de l'homme. Les véritables préoccupations de la communauté des droits de l'homme portent sur ce qui se passera après la fin de la Coupe du monde. Nous nous attendons à davantage de répression en l'absence de projecteurs et d'attention de la part de

la communauté internationale, après des années de focalisation sur le Qatar en tant que pays organisateur de la Coupe du monde 2022.

Est-il possible de critiquer la famille Al-Thani, qui est au pouvoir au Qatar ?

Ce n'est pas possible du tout. En fait, comme cela a été documenté, ceux qui ont ouvertement réclamé leurs droits ont été emprisonnés, et c'est ce qui arrivera aux citoyens innocents qui réclament pacifiquement leurs droits : ils seront durement visés.

Y a-t-il une place pour la liberté d'expression dans le pays ?

Il n'y a pas de presse libre et indépendante, et il n'y a même pas un seul défenseur indépendant des droits de l'homme. Quant aux institutions de la société civile qui ont le devoir de documenter les violations des droits de l'homme, elles ne sont pas autorisées à exister et à travailler.

Des élections du Conseil de la Shura ont eu lieu l'année dernière. Est-ce un signe de liberté politique et d'ouverture vers plus de démocratie ?

Le Conseil de la Shura est un conseil fictif qui n'a aucun pouvoir réel et qui fait partie du processus de formation cosmétique mené par la famille au pouvoir. Les preuves en sont nombreuses. Les lois qui ont été liées à sa création et à son fonctionnement sont des lois discriminatoires dans tous les sens du terme, divisant les citoyens en trois catégories, et seule la première catégorie a le droit de se présenter au Conseil et de voter. Lorsque les citoyens sont sortis pour protester contre ces lois qui confisquent leur droit à la participation politique, ils ont été confrontés à une répression sans précédent de la part de l'appareil de sécurité de l'Etat. Les meneurs de la manifestation ont été emprisonnés et ont fait l'objet d'un simulacre de procès, à l'issue duquel ils ont été condamnés à la prison à vie.

Combien de prisonniers politiques y a-t-il dans le pays ?

Il y a des dizaines de prisonniers d'opinion qui croupissent dans les prisons, ce qui est un nombre important pour la taille d'un petit pays comme le Qatar. La politique du silence est claire, car l'appareil de sécurité de l'Etat a des pouvoirs absolus sur toutes les autorités, y compris le pouvoir judiciaire qui est devenu un outil entre ses mains, qu'il utilise contre qui il veut, citoyens et opposants.

Le Qatar est-il une société de surveillance, comme l'affirment ses opposants ?

Oui, c'est vrai. Internet est surveillé, et la surveillance est réelle. Les cyberactivistes sont soumis à une surveillance étroite de la part des autorités chargées de la sécurité, et nombre d'entre eux ont été emprisonnés en raison de ce qu'ils publiaient de leurs opinions pacifiques sur les réseaux de médias sociaux.